

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Cambodge: élections et violence

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

[Quel avenir pour le Cambodge après les élections ?](#)

2

dossier

[Promouvoir la paix et la démocratie dans le contexte d'élections – DFAE](#)

[Après la farce électorale au Cambodge](#)

[Blockchain : les élections du futur ?](#)

[Cambodge : des élections sans opposition](#)

3

pour aller
plus loin

[Complexité et vision à court terme : causes et conséquences de la violence électorale](#)

4

actualité

[swisspeace / KOFF](#)

[Organisations membres du KOFF](#)

5

calendrier

[Événements](#)

editorial

Les élections légitiment les gouvernements à l'échelle nationale, régionale et locale. Elles sont censées favoriser la démocratie et garantir une meilleure justice. De fait, certaines élections contribuent au règlement pacifique de conflits mais dans les États fragiles, elles s'accompagnent souvent de violences. Elles peuvent être un catalyseur de différends sociaux et politiques profondément enracinés et les faire à nouveau éclater. Elles sont particulièrement sensibles si la population, ou du moins une partie d'entre elle, les considère comme injuste, que ses revendications soient légitimes ou non.

Des élections législatives ont eu lieu au Cambodge le 29 juillet 2018. Les parties d'opposition ayant été évincés au préalable, la victoire du Parti du peuple cambodgien (PPC) n'a pas été une grande surprise. Le pays se dirige-t-il droit vers un système à partie unique ? Quelles conséquences ces élections ont-elles sur les tensions dans le pays ? Quel est le lien entre élections et violence en général et comment les affrontements peuvent-ils être évités ? Existe-t-il des solutions technologiques qui pourront permettre, à l'avenir, l'organisation d'élections plus justes et donc plus pacifiques ? Toutes ces questions sont abordées dans la nouvelle édition d'à propos.

Bonne lecture !

Amélie Lustenberger, rédactrice du magazine du KOFF

point fort

Quel avenir pour le Cambodge après les élections ?



Le parti au pouvoir omniprésent à Phnom Penh, juillet 2018. Photo de Katrin Travouillon

Le Cambodge a connu de nombreuses transitions au cours des quatre dernières décennies. De la guerre à la paix (négative), du régime totalitaire des Khmers rouges et du régime autoritaire des années 1980 à un système politique hybride avec des élections multipartites, mais aussi d'une économie planifiée à une économie de marché capitaliste.

Ces transformations ont fait l'objet de nombreux débats parmi les chercheurs et les analystes : quelle est la nature de la paix, de la démocratie et du développement atteints au Cambodge ? Cette question a toujours entraîné des discussions parallèles et parfois passionnées à propos de la pertinence, du succès ou de l'échec des interventions internationales. Depuis que le Cambodge a connu l'une des premières opérations majeures de maintien de la paix après la Guerre froide, l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) au début des années 1990, le pays a en effet été le terrain d'interventions internationales de grande envergure visant à établir la paix, construire un État, reconstruire et développer le pays après la guerre et, plus récemment, mettre en place une justice transitionnelle.

Les élections du 29 juillet 2018 ont ouvert la porte à une nouvelle série de ces débats. Il s'agissait des sixièmes élections parlementaires depuis les premières élections démocratiques supervisées par les Nations Unies en 1993 dans le cadre de la mise en œuvre des accords de Paris en 1991.

Le vainqueur rafle la mise

D'après les résultats préliminaires du Comité national des élections (CNE), le Parti du peuple cambodgien (PPC) au pouvoir a remporté 76.78% des voix. Le CPP a ainsi annoncé avoir acquis l'intégralité des 125 sièges au Parlement puisque les 19 autres petits partis n'ont pas récolté suffisamment de voix. Ces résultats présumés renforcent le PPC et son Premier ministre Hun Sen, qui est le dirigeant ayant passé le plus de temps au pouvoir en Asie.

Ces chiffres ne sont pas surprenants puisque la seule opposition viable n'a pas été autorisée à participer. En novembre 2017, la Cour suprême a dissolu le Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC) qui avait remporté 44,5 % des voix lors des élections nationales de 2013 et 43,8 % lors des élections communales de 2017. Son ancien président, Kem Sokha, est toujours en prison tandis que de nombreux responsables du PSNC, y compris son cofondateur Sam Rainsy, ont été poussés à l'exil. Les petits partis politiques en lice, trop peu connus ou alignés sur la ligne politique du gouvernement, ne représentaient aucune menace pour le PPC.

Dans de telles circonstances, le principal enjeu des élections n'était plus de choisir un parti, un ensemble d'idées politiques ou un programme, mais de prendre la décision de voter ou non. Cette décision devait en outre être prise dans un contexte d'intimidation, ironiquement facilité par l'usage traditionnel d'encre indélébile lors des élections cambodgiennes. En effet, au Cambodge, les électeurs trempent leur index dans de l'encre afin de ne pouvoir se rendre aux urnes deux fois : le PSNC ayant appelé les citoyens au boycott des élections lors de sa campagne « doigt propre », il était simple pour le PPC d'identifier et d'intimider les boycotteurs.

Le taux de participation était donc particulièrement intéressant pour ceux qui ont suivi les élections. Alors que le nombre d'électeurs inscrits a diminué, le CNE a annoncé un taux de participation de 82,89 %, soit davantage qu'en 2013 où il était de 69,6 %. Mais les observateurs ont également accordé une grande importance au nombre de bulletins nuls : les 8,6 % annoncés par le CNE, soit environ 600 000 votants, montrent une forte

augmentation par rapport au 1,2 % des précédentes élections nationales. Ces chiffres, y compris le nombre supposé de votes en faveur du PPC, ne sont pas fiables, car le CNE n'est pas un organisme indépendant et les conditions d'élections libres et équitables n'étaient pas réunies. Le Service européen pour l'action extérieure, le Canada, l'Australie, l'Allemagne et des organisations internationales telles que Human Rights Watch ont tous fortement critiqué les élections.

La fin d'une démocratie déjà en ruines ?

Les membres du PSNC, mais aussi des journalistes et des analystes expérimentés ont qualifié les élections de 2018 de « farce » indiquant la « mort » de la démocratie au Cambodge. Le travail de sape de la démocratie a toutefois commencé bien avant que l'intérêt des médias internationaux ne se porte sur le Cambodge le jour des élections, dépassant clairement le phénomène bien connu d'accroissement de la répression lié aux cycles électoraux. Avant les élections, le parti au pouvoir a procédé à une répression d'une ampleur sans précédent de toutes les composantes du système politique en utilisant de manière extensive le système législatif, alors qu'un système judiciaire indépendant et impartial fait défaut. Lorsque le PSNC a été dissout en novembre 2017, 118 de ses hauts fonctionnaires et législateurs ont été bannis de la vie politique pour cinq ans. Certains des principaux médias indépendants ont été fermés ou vendus, des journalistes emprisonnés. Depuis l'adoption de la loi sur les associations et les ONG en 2015, l'espace réservé à la société civile a été drastiquement réduit. L'intimidation s'est également développée en ligne, avec l'augmentation de la surveillance et des poursuites engagées pour des activités sur Internet, alors que les réseaux sociaux étaient devenus une plateforme de contestation dans le contexte des dernières élections nationales en 2013.

Ces évolutions inquiétantes se reflètent dans la récente détérioration du classement du Cambodge dans plusieurs indices internationaux. En 2018, le pays occupait la 142^e position dans le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières ; en 2016, c'était la 128^e. Transparency International a classé le Cambodge à la 161^e place (sur 180) de son indice de perception de la corruption pour 2017. Il s'agit de la plus mauvaise position pour un pays appartenant à l'ANASE (Association des nations d'Asie du Sud-est) cette année et fait du Cambodge l'antépénultième pays de la région d'Asie-Pacifique, devant la Corée du Nord et l'Afghanistan.

Ces évolutions confirment l'analyse des experts politiques qui parlent du passage d'un autoritarisme compétitif à un régime autoritaire et hégémonique au Cambodge, le rapprochant ainsi des États monopartites voisins tels le Laos ou le Vietnam. Et à cet égard, les pratiques employées par le PPC ne sont pas sans rappeler celles d'autres régimes autoritaires, comme le recours à des observateurs électoraux fictifs ou à des lois fiscales pour museler les médias indépendants.

Soutenir la société civile dans un contexte d'intimidation accrue

Les débats sur la nature des transitions qu'a traversées le Cambodge ne sont pas abstraits pour les citoyens cambodgiens, comme j'ai pu le constater durant mes séjours de recherche répétés au Cambodge ces dix dernières années. En 2014 par exemple, un homme âgé venu d'une province rurale pour participer aux protestations ayant lieu dans la capitale, Phnom Penh, m'a confié : « Depuis l'APRONUC et jusqu'à aujourd'hui, je ne vois pas de

véritable paix. [...] [Jusqu'à présent], ce n'est qu'une image pour montrer que le travail a été fait et les élections organisées dans le pays, mais la démocratie n'a pas été réellement pratiquée, ou alors uniquement sur le papier, pas pour les gens. Le contrôle et le pouvoir sont entre les mains d'une seule personne. » Toujours en 2014, un représentant d'une communauté menacée de confiscation de ses terres au nord-est du Cambodge m'a donné sa définition de la démocratie : « un régime qui prend en considération les gens plus que les autorités. Les autorités ne font que représenter les gens, [...] il faut respecter le peuple. »

De telles voix, qui refusent que le sens de la démocratie, de la paix ou du développement soit détourné dans un contexte autoritaire, risquent désormais de garder le silence. Dans ce contexte, de nombreux observateurs fondent leurs espoirs sur une quatrième grande mutation qu'a connue le pays : la transition démographique, associée à des conditions socio-économiques en amélioration malgré des inégalités, avec une majorité de la population qui n'a pas de souvenirs du régime des Khmers rouges ni de la guerre civile. Mais pour ces jeunes gens qui ont voté parmi les premières fois en 2013 et qui ont activement réclamé un changement politique, les élections de 2018 se sont avérées particulièrement démoralisantes.

Il est donc nécessaire de déployer des efforts concertés pour autonomiser les jeunes en particulier, mais aussi pour préserver un espace sûr pour la société civile, pour protéger les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes indépendants, et pour réfléchir à des moyens créatifs et à des partenariats afin d'aider les chercheurs cambodgiens à continuer à travailler de manière indépendante dans cet environnement difficile. Les élections de cette année montrent également qu'il est nécessaire de reconsidérer la forme des interventions internationales dans ce contexte afin de s'assurer que les citoyens cambodgiens continuent d'être entendus, mais également qu'ils sont à même de peser sur l'avenir de leur pays.

[swisspeace](#)

Julie Bernath

Julie.Bernath@swisspeace.ch

Senior researcher & program officer, Dealing with the Past

[links](#)

- [Corruption Perception Index for 2017, Transparency International \(en anglais\)](#)
- [Classement mondial de la liberté de la presse 2018, Reporters sans frontières](#)
- [Preliminary results of the 2018 National Assembly elections, NEC, 30 July 2018 \(en anglais\)](#)

dossier

Promouvoir la paix et la démocratie dans le contexte d'élections – DFAE



Prévention par la négociation d'un code de conduite des partis politiques pour la prévention des fraudes et violences électorales : ici au Myanmar en 2015. Photo : DFAE

Les élections jouent un rôle important dans les processus de paix et les transitions démocratiques. Leur objectif est de permettre aux citoyens de choisir librement leurs représentants politiques et d'allouer le pouvoir de manière pacifique. Toutefois, lorsqu'une société connaît déjà des tensions marquées et que les enjeux de la compétition électorale sont importants des violences et des fraudes peuvent affecter les élections. Sur la base de son mandat de promotion de la paix, du développement et de la démocratie, le DFAE aide les pays en transition à relever les défis liés à l'organisation des élections.

Un défi pour la sécurité humaine

Plus subtiles que les conflits armés, les violences politiques et électorales représentent une réelle menace pour la sécurité humaine et la stabilité de nombreuses régions. En Asie, une longue liste d'exemples illustre leur fréquence ces 10 dernières années (Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Indonésie, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Timor Leste

(1). En Afrique, 20% des élections des deux dernières décennies sont considérées comme violentes (2). Ces violences ne sont pas le résultat des élections mais bien le reflet de dysfonctionnements de processus politiques. Lorsqu'elles sont bien organisées, les élections peuvent ouvrir la voie à la liberté d'expression et initier des alternances ou transitions pacifiques. Ainsi, sur la base de son mandat de promotion de la paix, la Division Sécurité humaine (DSH) du DFAE veut renforcer le rôle positif des élections et a développé un appui combinant l'expertise électorale aux outils diplomatiques.

Engagement haut-niveau des responsables politiques : une opportunité pour la paix

Grâce à son expertise électorale et expérience de prévention de conflit, la DSH s'est illustrée en appuyant plusieurs processus de négociation et de vérification d'un code de conduite des partis politiques pour la prévention des violences et des fraudes, en particulier durant les campagnes électorales. Ces négociations se sont tenues dans des transitions particulièrement tendues après des périodes de longue autocratie comme en Tunisie en 2014, au Myanmar en 2015 et au Zimbabwe en 2018 (3) où le risque de violence et de fraudes était marqué. Avec des engagements volontaires concrets contre les attaques personnelles, interconfessionnelles ainsi que contre des violences physiques et des intimidations, les partis se montrent plus responsables et ouverts au dialogue (4). Au Nigéria, la DSH a aussi appuyé le Comité national pour la Paix pour ses activités de prévention et la signature d'un accord par les candidats de l'élection présidentielle de 2015 et soutient son actualisation pour 2019. Elle appuie aussi la Fondation de M. Kofi Annan, pour des actions de prévention et de médiation de conflits durant les élections (5). Au printemps de cette année, la DSH a aussi réuni des acteurs politiques et diplomatiques de haut-niveau ainsi que des responsables électoraux au niveau mondial pour une conférence sur le thème d'« Elections to Peace » afin d'affiner les mesures visant à créer un climat favorable à la tenue d'élections libre et sans violences.

Soutenir des élections démocratiques et pacifiques : gestion des risques et activités de la DDC

Pour la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) aussi, les élections constituent l'un des piliers d'un plus vaste engagement en faveur des processus démocratiques. Elles permettent aux citoyens de tenir leurs représentants politiques responsables de leurs actes et sont l'occasion pour redistribuer le pouvoir. Pour répondre à ces attentes, les élections doivent être inclusives, transparentes, exemptes de toute violence et de toute peur.

La DDC est consciente des risques que peuvent comporter des élections : division accrue de la société et déclenchement de conflits violents d'ordre ethnique, régional ou politique. Pour déterminer en connaissance de cause si elle souhaite soutenir des élections, et si oui comment, la DDC recommande de commencer par une minutieuse analyse des risques politiques. Elle adapte également en conséquence ses programmes de coopération déjà en place.

La DDC apporte son appui de différentes façons, notamment envers les commissions électorales qui ont pour objectif de conduire à des processus correctement gérés. Par exemple en Macédoine en 2016, la DDC a maintenu son assistance aux élections malgré le contexte de crise politique ; grâce à l'expertise de International IDEA, une organisation

intergouvernementale soutenant les processus électoraux à travers le monde, la DDC a soutenu l'usage par la Commission électorale nationale d'un outil de gestion des risques électoraux afin d'anticiper les risques et d'élaborer des stratégies préventives.

L'aide apportée à la société civile et aux médias constitue une autre stratégie classique de soutien; la DDC forme des journalistes à fournir des informations factuelles en vue d'élections libres et équitables. Au près des médias, elle promeut une approche sensible aux conflits, comme au Mali, afin d'éviter d'attiser des situations déjà tendues. Elle soutient les organisations de la société civile, par exemple lors des élections de 2015 au Myanmar, en informant les citoyens sur le processus électoral et de l'importance d'une participation massive et pacifique. Elle soutient également les plateformes de la société civile qui observent le déroulement des élections dans leur pays. Il s'agit là d'un élément important pour mettre en avant la légitimité du processus électoral.

La bonne pratique appelle à un engagement de long terme, durant l'ensemble du cycle électoral et faisant partie intégrante d'un plus vaste portefeuille d'actions en faveur de la bonne gouvernance plutôt que de contributions *ad hoc*. Cette manière de procéder est essentielle pour établir la confiance et la légitimité, particulièrement dans des contextes fragiles.

Cambodge : la DDC s'adapte aux évolutions politiques

Depuis 1995, la DDC contribue au développement du Cambodge, notamment depuis l'ouverture d'un Bureau de coopération en 2012. Elle finance des programmes à hauteur de CHF 13 millions par an ; la gouvernance locale et la participation citoyenne (LGCP) est l'un de ses trois domaines d'action, doté de CHF 2,9 millions par an jusqu'en 2021.

Le programme LGCP de la DDC a pour objectif de contribuer à la redevabilité des institutions étatiques en fournissant des services publics accessibles, abordables et de qualité, et en promouvant un espace de dialogue. Les projets soutenus se concentrent sur le développement des capacités des administrations parlementaires et infranationales ; leur objectif ultime est d'améliorer la fourniture de services publics, de rendre effectifs les comités locaux de développement économique, de rendre les autorités redevables et, *in fine*, de rendre la société plus pacifique.

Suite à la dissolution forcée du parti d'opposition en novembre 2017, la DDC a décidé de mettre un terme au soutien qu'elle apportait au cycle électoral, tout en souhaitant rester impliquée et en adaptant son programme LGCP. Son approche sensible aux conflits s'est désormais renforcée afin d'assurer que les activités n'exposent ni leurs bénéficiaires ni leurs partenaires à des risques politiques, mais également que ses fonds ne soient pas détournés à des fins partisans. Les programmes mis en œuvre par l'intermédiaire du Gouvernement Royal du Cambodge sont depuis réduits au minimum, mais restent maintenus afin de laisser une porte ouverte au dialogue politique et de pouvoir promouvoir les droits de l'homme.

Une analyse en profondeur impliquant les diverses parties prenantes, y compris les autorités aux niveaux national et infranational, a montré que si les mesures de précaution étaient prises avec soin, les opportunités dépasseraient les risques : le soutien apporté pour favoriser la bonne gouvernance au niveau local est nécessaire et souhaité par la

population cambodgienne.

Ainsi, la DDC a réduit ses contributions aux réformes de décentralisation entreprises par les autorités nationales et se concentre à présent davantage sur les acteurs infranationaux. Elle maintient son soutien aux comités locaux de développement économique, mais implique activement les organisations de la société civile et le secteur privé dans les instances locales de prise de décisions. Le financement du renforcement des capacités d'administrations parlementaires sera de plus en plus lié à des initiatives internationales et régionales ; l'assistance technique des Services du Parlement suisse a toutefois été suspendue en novembre 2017 déjà.

[Département fédéral des affaires étrangères \(DFAE\)](#)

Tatiana Monney et Simon Dousse

tatiana.monney@eda.admin.ch

Division sécurité humaine, Politique de paix, élections et démocratie

[Département fédéral des affaires étrangères \(DFAE\)](#)

Frédéric Steck

frederic.steck@eda.admin.ch

Direction du développement et de la coopération (DDC), Program Manager Cambodia

[Département fédéral des affaires étrangères \(DFAE\)](#)

Corinne Huser

corinne.huser@eda.admin.ch

Direction du développement et de la coopération (DDC), Conseillère politique en matière de démocratisation, décentralisation et gouvernance locale

[links](#)

- [1\) Asia Foundation, The State of Conflict and Violence in Asia, 2018 \(en anglais\)](#)
- [1\) UNDP, Understanding Electoral Violence in Asia, 2011 \(en anglais\)](#)
- [2\) Hyde and Marinov, 2012 Which elections can be lost? \(en anglais\)](#)
- [2\) Straus, Scott, and Charlie Taylor, 2012, Democratization and Electoral Violence in Sub-Saharan Africa. Pp. 15–38 in Voting in Fear. Electoral Violence in Sub-Saharan Africa, edited by Dorina Bekoe. Washington, D.C.: United States Institute of Peace \(en anglais\)](#)
- [3\) Zimbabwe: la Suisse salue l'engagement des partis politiques pour la prévention des violences électorales](#)
- [4\) Dialogues on Code of conduct, Ed. International IDEA and FDFA/HSD, 2017 \(en anglais\)](#)
- [5\) Electoral Integrity Initiative \(en anglais\)](#)

dossier

Après la farce électorale au Cambodge



Le chef du gouvernement Hun Sen après le vote le 29 juillet 2018. Photo : Heng Sinith / AP

Malheur à ceux qui n'ont pas d'encre sur le doigt !

Comme l'on pouvait s'y attendre, le Premier ministre Hun Sen et son Parti du peuple cambodgien (PPC) ont remporté les élections nationales du 29 juillet dernier. Les boycotteurs doivent s'attendre à être victimes de discrimination. Tandis que l'influence de la Chine au Cambodge s'étend de plus en plus, l'Ouest continue de détourner le regard, en dépit de cette farce électorale.

Avant même l'annonce des résultats officiels des élections à la mi-août, l'autocrate au pouvoir depuis 33 ans déclarait que son parti avait remporté les 125 sièges au Parlement. Après l'interdiction de l'unique parti d'opposition à prendre au sérieux, le Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC), à l'automne 2017 pour haute trahison présumée, la victoire du PPC était une affaire conclue bien avant que quiconque se rende aux urnes.

Parallèlement à l'oppression de l'opposition, la liberté des médias au Cambodge a été massivement restreinte. Le quotidien anglophone *Cambodia Daily* a été contraint de fermer

ses portes en septembre 2017 sur des accusations de fraude fiscale, tandis que le journal *The Phnom Penh Post* a été repris par un investisseur malaisien proche du gouvernement. Toutes les stations de radio qui se sont montrées critiques envers le gouvernement ont également été fermées.

Mais comme le régime semble malgré tout tenir à conserver une once de légitimité, une multitude de nouveaux partis ont eu le droit de s'inscrire. Des mesures répressives ont ensuite permis de garantir un taux de participation considérablement élevé. Grâce à l'oppression de la liberté des médias, les appels au boycott électoral de l'opposition sont restés sans écho. En plus de cela, les personnes ayant appelé au boycott ont été menacées de conséquences juridiques pour obstruction au scrutin. Et ceux qui ne pouvaient montrer leur doigt teinté au lendemain des élections (chaque électeur, après s'être rendu à l'isoloir, doit tremper son index dans de l'encre indélébile) doivent s'attendre à être victimes de discrimination. Par exemple, les actes authentiques nécessaires pour de nombreuses transactions peuvent être refusés pour des raisons cousues de fil blanc. Les employés du secteur public tout comme les ouvriers courent le risque d'être victimes de discrimination sur leur lieu de travail, voire renvoyés, s'ils ne peuvent prouver qu'ils ont participé aux élections.

Cette farce électorale, qui se profile depuis longtemps déjà, n'a pas trouvé écho sur la scène internationale. Les États-Unis et l'Union européenne ont certes renforcé les dispositions en matière de visa pour certains membres du gouvernement, gelé certains projets de développement ou menacé de sanctions supplémentaires. Ils ont par ailleurs décidé de ne pas envoyer d'observateurs pour les élections. Mais rien de tout cela n'impressionne le régime le moins du monde. Dès l'année dernière, Hun Sen avait annoncé qu'il lui était égal que le résultat des élections soit reconnu par la communauté internationale ou non. Après le scrutin, il a forcé les autorités électorales à annoncer sa victoire de manière précipitée afin de pouvoir former un nouveau gouvernement en août et se présenter à l'Assemblée générale de l'ONU, paré de sa toute nouvelle légitimité : « Je me rendrai aux Nations Unies afin d'y tenir un discours et de montrer que nous avons organisé nos élections en tant qu'État souverain ; nous n'avons besoin de l'approbation de qui que ce soit. »

Hun Sen compte cependant sur un allié de poids : la Chine, qui a envoyé maints observateurs complaisants à l'occasion des élections, souhaite étendre son influence dans ce pays traversé par le Mékong. Grâce aux investissements massifs de la Chine au Cambodge dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route » (*Belt and Road Initiative*, BRI), le pays dépend de moins en moins de l'aide au développement occidentale. La seule mesure qui affecterait réellement le Cambodge (et les investisseurs chinois sur place), serait que les États-Unis et l'Union européenne, principaux acheteurs des exportations de textile cambodgien, suspendent les préférences commerciales. L'industrie du textile emploie près d'un million de personnes au Cambodge et constitue environ 80 % des exportations. Il n'est donc pas surprenant que les opposants qui osent se prononcer en faveur d'un boycott commercial de l'Union européenne soient victimes d'accusations de haute trahison. Mais l'Union européenne montre peu d'inclination à envisager de sérieuses sanctions. En ce qui concerne les États-Unis, il ne faut pas s'attendre à des critiques acerbes sous l'administration actuelle ; chacun sait que le respect des droits humains et la liberté des médias sous le président Trump n'ont pas beaucoup d'importance. L'Europe et les États-Unis sont pour l'instant préoccupés par leur affaiblissement en Asie. Tant que

Hun Sen ne commet pas de massacre majeur, ils continueront d'en revenir rapidement aux affaires courantes en dépit de la farce électorale annoncée et laisseront involontairement le champ libre à la Chine.

[Solidar Suisse |](#)

Bernhard Herold

bernhard.herold@solidar.ch

Projektverantwortlicher Asien

links

- [Une farce électorale annoncée au Cambodge](#)
- [VOA Cambodia \(source locale avec des reportages critiques, en anglais\)](#)
- [Demokratische Fassade \(article de Peter Achten pour Journal21, en allemand\)](#)
- [A farewell to Everything But Arms? \(en anglais\)](#)

Blockchain : les élections du futur ?

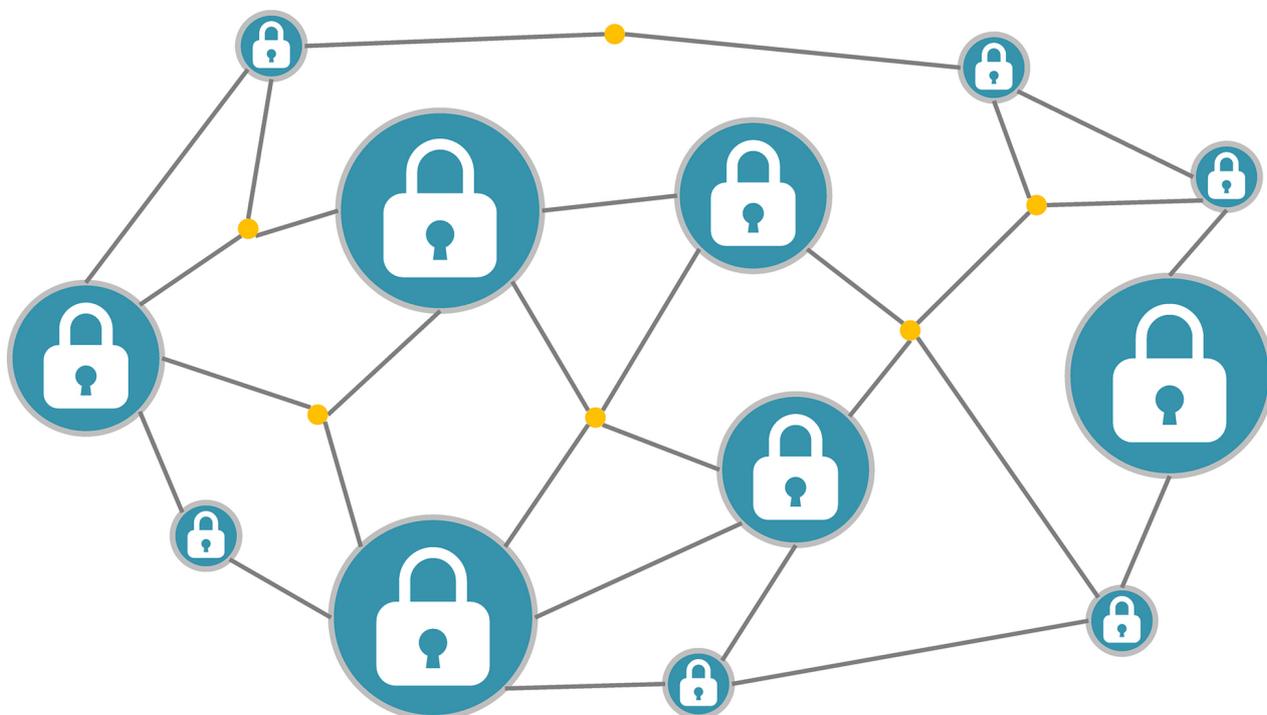


Image: Creative Commons

Grâce à la technologie blockchain, les élections et votations peuvent désormais être organisées sur Internet. Plusieurs entreprises ont déjà développé des logiciels dédiés. Ces nouveaux systèmes promettent une plus grande flexibilité et une sécurité renforcée : la manipulation des élections et les piratages informatiques deviennent quasiment impossibles. Quel pourrait être l'impact de la blockchain sur les élections dans des contextes précaires et quels sont les éventuels obstacles et problèmes à prendre en compte ? Thomas Imboden, gestionnaire de produit Numérique à la Croix-Rouge suisse (CRS), nous répond.

À quoi ressemble concrètement le déroulement d'une élection organisée avec la blockchain ?

Toute la procédure est numérisée : une instance centrale, par exemple les autorités fédérales, envoie un jeton (ou clé électronique) via un canal comme les e-mails ou les SMS. Ce jeton adressé à tous les électeurs est, dans l'idéal, lié à une identité numérique. Le jeton est basé sur une blockchain fermée, sous le contrôle des organismes publics, et autorise un vote unique par identité. Chaque candidat ou candidate dispose de son propre compte d'élection numérique sur lequel le vote peut être enregistré et suivi.

Pouvez-vous nous en dire plus sur l'identité numérique ?

Le rattachement à une identité numérique constitue une sécurité supplémentaire. Le jeton n'est valable que si la personne est en mesure de s'identifier. On a ainsi la garantie que la personne qui vote est bien celle qui est liée au jeton. La Poste utilise déjà un système d'identification numérique appelé Swiss ID et le projet est en cours aux CFF.

Pour des élections équitables, plusieurs conditions doivent être remplies : une campagne électorale juste, l'accès aux bureaux de vote et, évidemment, le décompte correct des votes. Dans quels domaines la blockchain peut-elle représenter un progrès, et dans lesquels n'a-t-elle aucun impact ?

Avec la blockchain, le taux d'erreur lors du décompte serait quasiment nul. L'accès aux bureaux de vote ne serait plus un problème puisque les électeurs pourraient voter à la maison, au travail ou à l'hôpital. Cela permettrait aussi de réaliser des économies substantielles. Mais cette technologie ne mettra pas fin aux problèmes de la répartition inégale des fonds de campagne ou de l'ingérence via les réseaux sociaux. Car nous restons tous humains et nous nous forgeons notre propre opinion.

Quels sont les nouveaux problèmes et défis posés par l'utilisation de la blockchain pour des élections ?

La sécurité reste un thème central. Bien sûr, tout le monde cherche à protéger son identité numérique, mais ici aussi la violence et les menaces peuvent rester la source de manipulations, même si c'est à bien moindre échelle car beaucoup plus compliqué. De plus, la technologie de cryptage actuelle, bien qu'offrant une sécurité suffisante, pourrait se révéler problématique avec l'émergence de nouvelles générations d'ordinateurs qui ne garantiraient plus l'anonymat d'élections passées. Un autre aspect important est la neutralité de l'instance qui mettra cette technologie à disposition. Il serait évidemment problématique qu'un système corrompu mette lui-même cette technique à disposition, avec le potentiel de manipulation que l'on peut imaginer.

Voter via la blockchain implique de disposer d'une connexion à Internet. Est-ce que cela ne constitue pas un problème, a fortiori dans les pays pauvres ?

Si, bien sûr, c'est un problème. Mais en 2016, près de 47 % de la population mondiale avait déjà accès à Internet et ce taux augmente d'année en année. Et puis c'est un autre domaine dans lequel les États neutres pourraient être incités à progresser, en proposant par exemple Internet via le satellite. Non seulement pour organiser des élections mais aussi pour promouvoir la démocratie et la libre expression des opinions. Bien entendu, la route est encore longue avant que les populations les plus isolées ne soient familiarisées avec cette technique. Mais des élections équitables n'impliquent pas forcément une couverture à 100 % car l'instance neutre pourrait par exemple mettre à disposition des bureaux de vote dotés d'une connexion à Internet et d'un ordinateur.

La blockchain est une technologie complexe, difficilement compréhensible. N'est-ce pas un problème majeur que des élections soient organisées au moyen d'une technologie que les gens ne comprennent pas ?

Une infime minorité de personnes savent comment fonctionne un logiciel et pourtant, nous utilisons le téléphone mobile et l'ordinateur au quotidien. Il n'est pas nécessaire de comprendre la technologie mais d'avoir confiance en elle et d'en comprendre le sens et les opportunités. Il faut miser ici sur un travail d'information du public. Si la blockchain était proposée par un État reconnu comme neutre, la Suisse par exemple, la confiance serait établie plus rapidement.

Dans les États avec des régimes autoritaires dans lesquels ont lieu des simulacres d'élections, la blockchain pourrait apporter plus de transparence et d'équité. Mais ce sont justement les dirigeants de ces États qui refuseront les nouveaux systèmes. Des solutions sont-elles envisageables ?

Oui, comme je l'ai dit précédemment, la mise à disposition de la blockchain par un État neutre. Je ne suis pas un expert dans ce domaine mais je pense que les solutions existantes comme l'observation des élections, l'information de la population et d'éventuelles sanctions restent la bonne approche pour le futur.

Comment le rôle des observateurs électoraux évoluerait-il en cas d'élections basées sur la blockchain ?

Le processus d'observation des élections débiterait plus en amont car les observateurs devraient être présents dès la mise à disposition de la technologie. Il faudrait s'assurer sur place que les gens soient correctement informés.

De telles élections pourraient-elles permettre de restaurer la confiance de la population dans la démocratie et d'atténuer les tensions ?

Je pense que oui. Mais l'introduction de cette technologie devra être largement couverte par les médias et abordée avec précaution. La population doit savoir que cette technologie est équitable et neutre. Si elle en a conscience, cela devrait permettre de limiter les tensions et les violences.

Que représentent ces évolutions pour la CRS ? Est-ce que vous vous préparez à ces changements ?

Nous nous intéressons nous aussi à la technologie blockchain. Les solutions de transparence et d'automatisation sont un thème important chez nous. Toutefois, la Croix-Rouge se tient à l'écart de tout débat politique. La neutralité est l'un des sept principes de la Croix-Rouge et l'une des principales raisons pour lesquelles des personnes de toutes origines nous font confiance et nous pouvons venir en aide aux personnes en détresse dans des régions auxquelles d'autres organisations humanitaires n'ont pas accès. Dans l'intérêt de notre mission humanitaire, nous cherchons cependant à encourager les évolutions permettant aux groupes de population défavorisés de faire entendre leur voix et valoir leurs droits.

Toutes les solutions réalisables sur le plan technologique ne sont pas mises en œuvre. Quel est selon vous l'avenir des élections basées sur la blockchain ? Faut-il y voir un simple phénomène de mode ou les élections du futur ?

La technologie blockchain a selon moi un potentiel d'avenir et apportera des améliorations et de nouvelles opportunités dans de nombreux domaines. J'espère qu'elle contribuera à plus de transparence et d'équité lors des élections et des votations.

[Croix-Rouge suisse](#)

Thomas Imboden

Thomas.Imboden@redcross.ch

Gestionnaire de produit Numérique

[links](#)

- [Croix-Rouge suisse](#)

dossier

Cambodge : des élections sans opposition



En 2013, le parti d'opposition (CNRP) fit descendre le peuple dans la rue. Aujourd'hui, il est interdit. Photo : Ali Al-Nasani. Cette photo fait l'objet d'une licence Creative Commons.

Cet article d'[Ali Al-Nasani](#) a été publié [ici](#) le 9 juillet 2018.

Le 29 juillet, des élections se tiendront au Cambodge pour renouveler l'Assemblée nationale. Mais le seul parti d'opposition présent au Parlement a été interdit avant le vote. Le pays se dirige droit vers un système parti unique.

Lorsqu'en 2013, le nouveau parti d'opposition cambodgien, le Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP), remporta plus de 40 % des voix aux élections législatives, le pays connut une sorte de printemps politique. Soudainement, il fut possible de parler ouvertement des problèmes du Cambodge, tels que la corruption débordante, le népotisme, l'accaparement des terres, les lacunes du système éducatif et l'absence de sécurité sociale. La jeunesse descendit dans la rue, célébrant la démocratie et elle-même.

Le parti de l'opposition victime de son succès

Lorsque le CNRP flirta avec la barre des 50 % aux élections communales de 2017, le parti

en place – le Parti du peuple cambodgien (PPC) – compris que le pouvoir était susceptible de changer de main si des élections libres et régulières se tenaient en 2018. Il s'ensuivit une réduction drastique des libertés démocratiques. Les stations de radio et les journaux proches de l'opposition furent fermés, le CNRP lui-même fut interdit au prétexte de trahison. Le leader de l'opposition, Sam Rainsy, fut contraint de s'exiler ; son suppléant, Kem Sokha, fut emprisonné. À compter de ce moment-là, Facebook et Twitter furent surveillés et les voix dissidentes traînées devant un tribunal.

L'assassinat du célèbre opposant au régime Kem Ley dans des circonstances à ce jour non élucidées, l'arrestation arbitraire d'activistes et un discours politique violent ont marqué le travail de la société civile. La réduction massive des libertés démocratiques a en partie défait les avancées des dernières années. Les grandes perdantes de ce recul de la démocratie sont les femmes. Il suffit pour s'en convaincre de considérer le manque d'engagement criant du gouvernement et de l'opposition pour promouvoir leur présence en politique.

Le silence ou la dissolution

Régulièrement, le gouvernement menace de dissoudre les organisations qui n'ont pas une position politique neutre. Ces menaces s'adressent avant tout aux ONG qui le critiquent. En l'occurrence, être politiquement neutre, ici c'est être muet.

Après l'interdiction du CNRP, tous ses sièges aux conseils communaux furent attribués à des membres du parti au pouvoir, sans qu'il n'existe aucune base légale pour ce faire. Les conseils communaux élisant le Sénat, on ne s'étonnera guère que le PPC ait obtenu 100 % des sièges aux élections sénatoriales qui suivirent en février 2018. Sans la participation du grand parti d'opposition du pays, l'élection de l'Assemblée nationale fin juillet menace de tourner à la farce. De nombreux petits partis sont certes candidats à l'élection, mais ils sont soit proches du pouvoir soit totalement inconnus.

La carotte et le bâton pour remporter la victoire dans les urnes

Dans le même temps, le gouvernement distribue des cadeaux à la population. Hun Sen, le Premier ministre au pouvoir depuis plus de 30 ans, a remis de l'argent liquide en mains propres à des ouvrières de l'industrie textile ; une maison neuve a été promise à tous les vétérans de l'armée, et les femmes enceintes devraient désormais recevoir 40 dollars au cours de leur grossesse. Sur tout le territoire, de nouveaux permis de construire ont été délivrés à la population locale. Et pour une énième fois, il a été promis de rayer les employés fantômes – les personnes inscrites sur les listes de paie, alors qu'elles n'existent pas – des listes des ministères et de l'administration publique afin d'éradiquer la corruption.

Ces mesures ont effectivement permis de mettre un terme définitif à certains des conflits fonciers, sur lesquels des organisations partenaires de la Fondation Heinrich Böll travaillent depuis de nombreuses années. Ainsi, 138 familles se sont vu attribuer des titres de propriété au sud de Phnom Penh après des années de lutte, ce qui les protège de l'expulsion.

L'effet de cette politique de la carotte et du bâton sur l'issue de l'élection est clair : tout

résultat autre qu'un score écrasant en faveur du parti au pouvoir tiendrait du miracle. Le pays se dirige droit vers un système parti unique.

La démocratie en péril au Cambodge

Dans le contexte actuel, l'UE a retiré son soutien aux élections et il n'y aura pas d'observation officielle. Mais l'Occident peine à aller plus loin. Alors que l'UE a octroyé au Cambodge des avantages commerciaux lui permettant notamment d'y exporter ses marchandises sans frais de douane, des violations des droits humains sont commises dans le pays. Le fait est connu depuis des années. Et bien que l'UE ait annoncé dès 2013 qu'elle allait diligenter une enquête, celle-ci n'a à ce jour pas eu lieu.

L'argument standard invoqué pour continuer à collaborer avec le gouvernement cambodgien est toujours le même : éviter de pousser le pays dans les bras de la Chine. C'est oublier un peu vite que la Chine a toujours été un allié puissant de tous les gouvernements cambodgiens : elle fait bénéficier le Cambodge d'investissements massifs, de chèques en blanc pour les dépenses militaires et d'un soutien financier aux ONG proches du gouvernement et peut, en retour, compter sur l'appui du Cambodge sur la scène internationale. La Chine a aussi besoin du Cambodge pour empêcher les États de l'ANASE d'adopter une position commune dans les conflits de souveraineté en mer de Chine méridionale.

En ce sens, la coopération sino-cambodgienne est profitable aux deux pays. Cela ne présage rien de bon pour la démocratie au Cambodge.

[Heinrich Böll Stiftung](#)

Ali Al-Nasani

Ali.Al-Nasani@kh.boell.org

links

- [Kambodscha: Wahlen ohne Opposition \(en allemand\)](#)
- [Heinrich Böll Stiftung \(en allemand\)](#)

pour aller plus loin

Complexité et vision à court terme : causes et conséquences de la violence électorale



Elections présidentielles en Iran 2009. Photo: Creative Commons

Les élections sont un élément central d'une démocratie. Dans l'idéal, elles permettent une transmission pacifique du pouvoir. Dans les régions déjà touchées par des conflits, elles sont toutefois souvent synonymes de violence accrue. Quelles conditions favorisent la violence électorale ? Cette violence permet-elle toujours d'atteindre le résultat souhaité ?

Les élections accompagnées de violences sont analysées par Kristine Höglund dans son article *Electoral Violence in Conflict-Ridden Societies: Concepts, Causes, and Consequences*, et par Emilie Hafner-Burton, Susan Hyde et Ryan Jablonski dans leur article intitulé *Surviving Elections: Election Violence, Incumbent Victory, And Post-Election Repercussions*. Kristine Höglund se concentre d'un point de vue théorique sur les conditions favorisant la violence lors d'élections et leurs conséquences. Emilie Hafner-Burton et al. présentent une étude empirique des probabilités de succès de la manipulation électorale par le recours à la violence.

Les différents types de violence électorale se distinguent avant tout par les acteurs

impliqués, la forme de violence employée, les motifs de son usage et le moment où on y a recours. Les deux articles mentionnés, notamment le second, se concentrent particulièrement sur ces deux derniers éléments. Parmi les acteurs classiques de violences électorales figurent p. ex. l'armée, les partis politiques ou les groupes rebelles. La violence se manifeste typiquement sous forme de harcèlement, de menaces, d'intimidation ou d'assassinat de candidats et candidates, ou encore d'incitation à l'insurrection.

La violence électorale peut bien sûr se produire avant, pendant ou après des élections. Bien que cela semble simple, Kristine Höglund met en lumière une réalité plus complexe. La période préélectorale peut commencer dès l'inscription des électeurs sur les registres, qui débute parfois près d'un an avant les élections, comme au Cambodge en 1993. Les élections elles-mêmes peuvent s'étendre sur plusieurs jours, tel qu'en Palestine en 2006, lorsque les forces de sécurité ont participé au scrutin plusieurs jours avant les élections régulières. Enfin, les violences peuvent également se produire au cours de la période qui suit les élections, qui selon Kristine Höglund peut être définie par l'intervalle entre le vote et l'investiture de l'organe nouvellement élu.

La violence électorale a pour objectif principal d'influencer le résultat des élections. Elle est ainsi un instrument de manipulation électorale, au même titre que la fraude électorale ou l'achat de voix. Mais contrairement à ces autres méthodes, la violence constitue le principal danger pour la sécurité des personnes concernées.

Les conditions favorisant la violence sont des plus diverses. Il existe ainsi des sociétés touchées par des conflits qui ne sont toutefois pas victimes de violence électorale. La violence peut également se manifester sous différents degrés d'intensité et formes. En l'absence de recherches universitaires suffisantes sur les éléments favorisant la violence, Kristine Höglund identifie trois facteurs déterminants potentiels : la nature de la politique, la nature des élections et les institutions électorales. Ainsi, les systèmes politiques patrimoniaux, les acteurs politiques non déchargés de leur fonction ou engagés, un passé violent et une culture de l'impunité sont autant de facteurs favorisant particulièrement la violence électorale. La nature des élections y contribue tout autant. Les élections encouragent une grande partie de la société à se mobiliser, ce qui peut faire ressortir les disparités plutôt qu'un sentiment d'appartenance et exacerber les conflits sociaux existants. D'autres facteurs, liés au déroulement des élections, peuvent favoriser les conflits : p. ex., d'après Kristine Höglund, les candidats et candidates sont exposés à de potentielles violences lorsqu'ils apparaissent en public. Et toute élection entraînant nécessairement des perdants et perdantes, l'incertitude et la peur de l'échec seraient également des facteurs propices à la violence. Comme le soulignent justement Emilie Hafner-Burton et al., la violence électorale a le plus souvent lieu lorsque le gouvernement au pouvoir doute de l'issue du scrutin. Enfin, les mécanismes électoraux, l'administration des élections et la structure du système électoral influent sur la probabilité de l'usage de la violence, que ce soit avant, pendant ou après les élections. Kristine Höglund défend notamment qu'il est plus probable que des violences apparaissent dans les systèmes au sein desquels un nombre restreint de scrutins peut avoir une grande influence sur le résultat, p. ex. dans les systèmes de scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Les conséquences de la violence électorale ne sont pas moins diverses ou complexes que les conditions qui l'engendrent. Ainsi, il arrive que les citoyens et citoyennes se tiennent à l'écart des élections, que des candidats et candidates se retirent, que des élections soient

repoussées, que des conflits existants ou passés soient exacerbés ou ranimés.

Lorsqu'un gouvernement en place a recours à la violence afin d'influer sur les élections, on peut imaginer qu'il obtient le résultat souhaité, à savoir le pouvoir. Mais est-ce réellement le cas ? Si l'on s'en réfère au graphique suivant, issu de l'article d'Emilie Hafner-Burton et al., il semble en effet que cette hypothèse soit juste.

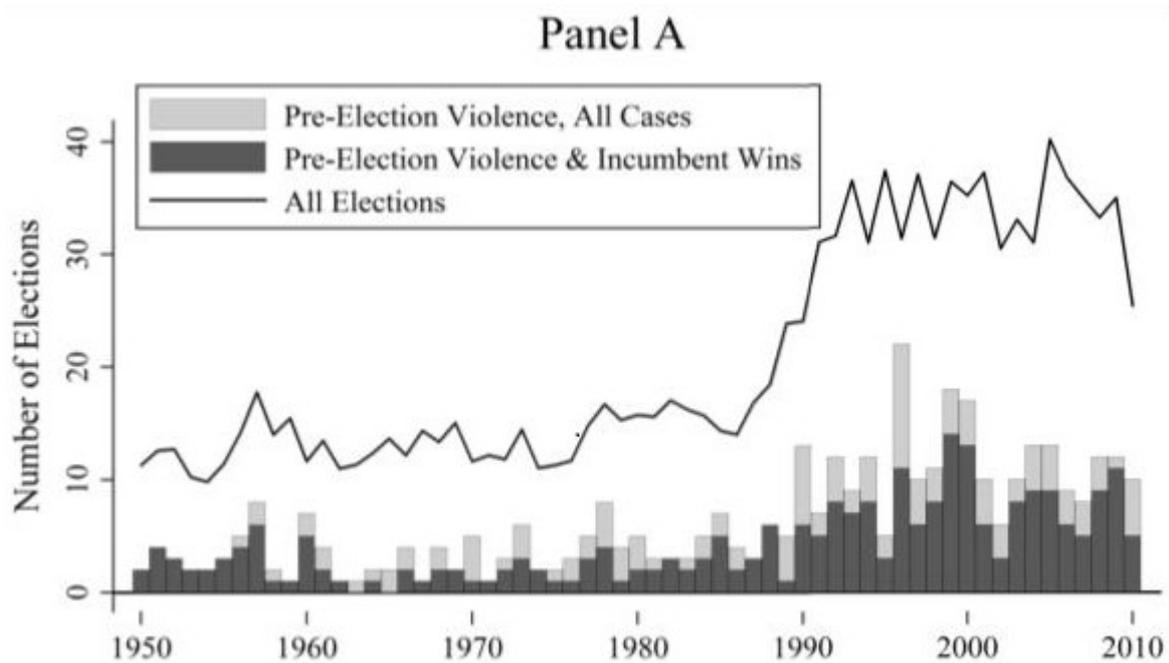


Illustration 1 : cas de violence électorale et victoires par le pouvoir en place

Les auteurs ont analysé 1322 élections ayant eu lieu entre 1950 et 2010. Ils ont spécialement pris en considération les violences organisées par les gouvernements en amont des élections, les protestations à la suite de celles-ci et les concessions subséquemment accordées par les gouvernements. Leur recherche empirique montre qu'il existe un lien positif entre le recours à la violence et la victoire d'un gouvernement. La violence entraînerait concrètement une plus forte participation au scrutin et davantage de voix pour le gouvernement responsable des violences. L'analyse d'Emilie Hafner-Burton indique que ce « succès » est toutefois le plus souvent de courte durée. Si les chances de remporter une élection augmentent, la probabilité que la victoire soit suivie de protestations croît elle aussi. Les protestations post-électorales augmentent de 500% la probabilité que le gouvernement accorde des concessions, sans que la répression, c'est-à-dire la violence post-électorale, n'y change quoi que ce soit.

Pourquoi le gouvernement au pouvoir a-t-il malgré tout recours à la violence électorale ? L'étude d'Emilie Hafner-Burton ne livre aucune réponse empirique à cette question. Les auteurs supposent cependant que la plupart des gouvernements au pouvoir privilégient les objectifs à court terme – la victoire électorale – sur les stratégies à long terme. L'incertitude serait elle aussi un facteur renforçant ce choix de stratégie. Les gouvernements au pouvoir qui doutent de leur popularité et de leurs chances d'être élus par le peuple sous-estiment également les possibilités et les répercussions de la mobilisation d'une population.

Cette synthèse met au jour la complexité des causes et des conséquences de la violence

électorale. Et bien que l'usage de la violence par les gouvernements en exercice leur permette souvent de conserver le pouvoir, il ne garantit pas leur succès à long terme. L'article d'Emilie Hafner-Burton et al. montre au contraire que la violence préélectorale aboutit à des concessions de la part du gouvernement. Les deux articles mettent en outre en lumière le manque d'études sur la complexité de la violence électorale. Il serait notamment nécessaire d'étudier davantage les différentes formes de violence électorale et leur rapport avec les autres types de manipulation électorale.

[swisspeace](#)

Flavio Dal Din

flavio.daldin@swisspeace.ch

Communications

[links](#)

- [Electoral Violence in Conflict-Ridden Societies: Concepts, Causes, and Consequences, Terrorism and Political Violence \(en anglais\)](#)
- [Surviving elections: election violence, incumbent victory, and post-election repercussions \(en anglais\)](#)

actualité

Organisations membres du KOFF



„Dialog International“ sur le potentiel de l'Église comme pacificatrice au Soudan du Sud le 22 juin 2018.

Photo: Mission 21

Le potentiel de l'Église comme pacificatrice au Soudan du Sud

Porté par des invités de choix, le « Dialogue International » organisé par Mission 21 le 22 juin 2018 sur le potentiel de l'Église comme pacificatrice au Soudan du Sud a mis en lumière une guerre civile complexe et le travail de Mission 21 et des organisations partenaires en faveur de la paix. Dans cette guerre civile aux enjeux politiques dans laquelle les ethnies sont instrumentalisées et montées les unes contre les autres, l'Église est l'une des dernières institutions à bénéficier de la confiance de la population, car elle jette des ponts entre les différents groupes ethniques et aide au quotidien la population en détresse.

Le Conseil des églises du Soudan du Sud, regroupement œcuménique des églises du pays, accueille aussi les membres des parties et ethnies en conflit. Un plan commun d'action pour la paix a été élaboré, comme l'a expliqué son président Peter Gai. Il est crucial de ménager des espaces de discussion à tous les niveaux pour faire progresser la réconciliation et surmonter les traumatismes : « Les histoires doivent être racontées », insiste Peter Gai. Ce processus est accompagné par des mesures de plaidoyer et de développement des capacités à différents niveaux.

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) aussi a décelé le potentiel de l'Église comme pacificatrice : il a mandaté Ferdinand von Habsburg-Lothringen en tant que conseiller principal dans le cadre du travail de paix et de réconciliation mené par le Conseil des églises du Soudan du Sud. Lors de sa dernière intervention en tant que médiateur entre les parties en conflit, le Conseil aurait obtenu en trois jours plus de résultats que la politique en un an, selon Ferdinand von Habsburg-Lothringen. L'un des principaux défis réside d'après lui dans le fait que la population souffre de polytraumatismes de guerre : « Au Soudan du Sud, chacun souffre de blessures multiples, qu'elles soient psychiques ou physiques. C'est pourquoi il est si difficile de trouver un consensus de paix et une solution humaine. » Du point de vue politique, les intérêts économiques des différents acteurs dans ce pays riche en pétrole sont l'un des principaux obstacles à la paix.

Le prochain « Dialogue International » de Mission 21 aura lieu le 10 septembre à Bâle, de 18h30 à 20h30, sur le thème : « Nigéria : comment la haine est née et la paix progresse ».

Mission 21 organise aussi, le 14 septembre à Bâle, un congrès d'une journée consacré à la réconciliation et à la valorisation de la diversité en Indonésie et en Suisse.

[Mission 21](#)

Katharina Gfeller

katharina.gfeller@mission-21.org

Responsable de programme Asie et focal point Promotion de la paix

[links](#)

- [Futures manifestations de Mission 21 \(en anglais\)](#)
- [Anciennes manifestations de Mission 21 \(en anglais\)](#)

actualité

swisspeace / KOFF



Agenda 2030 conférence de presse. Photo: Martin Bichsel

Rapport parallèle de la société civile sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030

Le 20 juin, le Conseil fédéral a présenté son rapport sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans et par la Suisse. La Plateforme Agenda 2030 de la société civile, dont KOFF est membre, a écrit un rapport parallèle sur la mise en œuvre, publié le 3 juillet avec le titre « La Suisse a-t-elle un développement durable? Mise en œuvre de l'Agenda 2030 du point de vue de la société civile ». Dans le rapport, la société civile souligne les défis auxquels fait face la Suisse et complète le rapport de la Suisse, qui omet beaucoup de points importants. Le rapport de la société civile inclut 11 recommandations adoptées par l'Assemblée générale de la plateforme ainsi que des analyses dans les différents thèmes de l'Agenda 2030. Le chapitre 11 du rapport (p. 58) est consacré au objectif de développement durable (ODD) 16 « Paix, justice et institutions efficaces ». Il accentue l'importance de l'interaction entre le paix et la justice avec les autres ODD. En particulier la relation avec la pauvreté, l'instruction, l'égalité des sexes, une économie durable, la croissance économique, l'inégalité sociale, des villes durables et les partenariats entre pays sont mentionnés.

[swisspeace](#)

Anna Leissing

Anna.Leissing@swisspeace.ch

Head of KOFF and member of the 2030 Agenda platform's management board

[links](#)

- [Rapport parallèle de la société civile](#)
- [Rapport national](#)

Entreprises, conflits et droits de l'homme cours

Quelles sont les clés à fournir aux entreprises pour qu'elles se comportent de manière responsable en zone instable ? Ce cours offert par swisspeace explore cette question sous plusieurs angles. Il traite des dernières normes internationales sur les entreprises et les droits de l'homme, ainsi que des manières pratiques de les mettre en œuvre. Il met aussi en lumière les rôles et les stratégies des entreprises, des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile dans la promotion de pratiques commerciales responsables.

En participant à ce cours, vous améliorez votre compréhension sur les différents impacts les entreprises peuvent avoir sur des régions fragiles et touché par des conflits. En plus, vous vous familiariserez avec les réglementations et les initiatives aux niveaux national et international concernant les entreprises et les droits de l'homme; vous découvrirez les meilleures pratiques et améliorerez votre capacité à mettre en œuvre et à promouvoir une gestion d'entreprise responsable. Enfin, vous apprendrez à mieux comprendre le point de vue d'autres parties prenantes et élargirez votre réseau.

Le cours aura lieu du 23 au 24 novembre 2018 à Bâle. Il est adapté aux praticiens issus du monde privé, de la société civile et des institutions gouvernementales et impliqués dans la promotion de pratiques commerciales responsables en zone instable. Il est particulièrement adapté aux participants au Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme qui se tiendra juste après le cours, du 26 au 28 novembre 2018.

[swisspeace](#)

swisspeace Training

academy@swisspeace.ch

links

- [Informations complémentaires \(en anglais\)](#)
- [Inscription jusqu'au 30 septembre 2018 \(en anglais\)](#)

calendrier

Événements

18 aout 2018 – 25 octobre 2018

Berne, Suisse

[Tour de ville – Lieux de participation](#)

Dans quels endroits à Berne ont les migrants quelque-chose à dire ? Quels changements sociaux ont-ils provoqué ? Dans quelles domaines sociaux et politiques les migrants devraient recevoir plus d'impact ?

[Plus d'information](#)

24 août 2018

Berne, Suisse

[Assemblée annuelle 2018 du Comité Helsinki suisse](#)

Thomas Greminger, secrétaire général de l'OSCE, présentera les défis actuels qui se posent à l'OSCE.

[Plus d'informations](#)

Dès le 27 août 2018

Dans différentes villes de la Suisse

[EPER lunch cinéma 2018](#)

Dans ce événement annuel EPER présente dans un film documentaire ces travaux actuels.

[Plus d'informations](#)

30 – 31 août 2018

Berne, Suisse

[Bund und Kantone im Migrationsrecht](#)

Les quatorzièmes journées suisses du droit de la migration seront consacrées aux interactions existant au niveau fédéral dans le domaine du droit des personnes étrangères, de l'asile et de la nationalité.

[Plus d'information](#)

1 septembre 2018

Berne, Suisse

[80 ans cfd \(l'ONG féministe pour la paix\) – portes ouvertes](#)

Saisissez l'occasion et découvrez tous sur la cfd que vous voulez savoir.

[Plus d'information](#)

6 septembre 2018

Kloten, Suisse

[Durabilité dans l'approvisionnement](#)

Que peut faire l'approvisionnement pour respecter l'environnement, agir conformément aux

dispositions légales et néanmoins être économiquement compétitive ?

[Plus d'information](#)

10 septembre 2018

Bâle, Suisse

[Comment la haine est apparue et comment la paix est créée au Nigeria](#)

La persistance des actes de violences au Nigeria nous laisse perplexe : Comment peut la haine et la violence tellement dégénérer ?

[Plus d'information](#)

14 septembre 2018

Bâle, Suisse

[Réconciliation, appréciation de la diversité en Indonésie et en Suisse](#)

Les participants de ce colloque discutent ouvertement sur les tensions croissantes entre différents groupes religieux en Indonésie.

[Plus d'information](#)

Jusqu'au 16 septembre 2018

Berne, Suisse

[Exposition : Fuir](#)

L'exposition présente les histoires de personnes contraintes de fuir à cause de la violence, de la guerre et de la persécution.

[Plus d'information](#)

9 – 10 novembre 2018

Bâle, Suisse

[Transformation des conflits et le rôle de la religion cours](#)

Que est le rôle des religions dans des conflits autour du monde et comment a-t-elle évolué ?

[Plus d'information](#)

[Inscription jusqu'au 30 septembre 2018](#)

30 janvier – 1 février 2019

Bâle, Suisse

[Théorie du changement dans des contextes fragiles](#)

Comment pouvez-vous réaliser des projets efficacement dans des contextes fragiles ?

[Plus d'information](#)

[Inscription jusqu'au 30 novembre 2018](#)

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF de swisspeace
Contact Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern
Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction Amélie Lustenberger, Flavio Dal Din
Traduction Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture Mouvement protestataire à Phnom Penh 2013. Photo: Flickr

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

Le KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artasfoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
cfd	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Conseil suisse pour la paix	ICP	Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	